



Le 29 FEVRIER...

Journée d'action européenne

Faisons-nous entendre !

Ensemble, à l'appel de tous les syndicats d'Europe, agissons pour dire non à l'austérité !

Une vaste campagne de culpabilisation se développe. Partout, les salariés s'entendent dire qu'ils coûtent trop cher.

En France, Sarkozy a annoncé deux mesures qui à nouveau vont frapper durement les salariés, les retraités, les privés d'emploi.

La TVA anti-sociale !

Après la réforme des retraites de 2010 et les deux plans d'austérité de 2011, Sarkozy aggrave la situation en voulant augmenter la TVA.

Les cotisations finançant la branche « famille » de la Sécurité sociale seront totalement supprimées jusqu'à 2,1 Smic, puis dégressives jusqu'à 2,4 Smic. Cela représente un nouveau cadeau au patronat de 13,6 milliards d'euros. La protection sociale sera une nouvelle fois fragilisée.

En contre partie, la TVA augmentera de 1,6 point, à 21,2 %.

Ce nouveau cadeau de Sarkozy à ses amis du patronat participera sans aucun doute à l'augmentation de la fortune des plus riches et des dividendes versés aux actionnaires qui se sont élevés en 2011 pour les entreprises du CAC 40, à 37,3 milliards d'euros et ce malgré la crise.

La CGT réaffirme que l'augmentation de la TVA aura un effet négatif sur le pouvoir d'achat de toute la population. De plus, la TVA dont l'impact est plus fort pour les bas revenus que les hauts revenus, est particulièrement inégalitaire. Cela va aussi réduire la croissance et amplifier la crise.

L'augmentation de la TVA ne vise qu'à répondre à une exigence patronale de transférer 80 % de cotisations sociales sur le contribuable et le consommateur...

Accords « compétitivité emploi »

Sarkozy entend instaurer des accords « compétitivité emploi » légalisant ainsi le chantage des employeurs « emploi contre salaires et temps de travail ».

Ces accords permettront aux entreprises de contourner totalement la durée légale du temps de travail et d'imposer la baisse des salaires au nom de la préservation de l'emploi !!

Un tel accord s'imposera collectivement sans que les salariés n'aient plus de recours pour exiger le respect de leur contrat de travail.

Plus globalement, âge de départ à la retraite, durée légale du travail, conventions collectives, procédures de licenciement, salaire minimum, droit de grève, services publics et protection sociale...

**TOUT DEVRAIT PASSER À LA
MOULINETTE DE LA
« COMPÉTITIVITÉ ».**

Trop c'est trop, des alternatives existent pour l'emploi et la justice sociale

Partout en Europe, les mêmes logiques sont imposées de façon coordonnée. Les chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé de passer un cran supérieur pour instaurer l'austérité.

Ils s'apprêtent à signer un nouveau traité, le 1^{er} mars prochain. Ce traité imposerait un carcan budgétaire et économique à des pays déjà durement touchés par le chômage et la récession.

L'austérité s'imposerait à tous, encadrant toute négociation au niveau national, sectoriel et d'entreprise et réduisant les capacités d'intervention des organisations syndicales.

Ce traité est contraire à l'Europe sociale à laquelle nous aspirons, il ne ferait qu'alimenter les rejets des solidarités, les replis nationaux, la montée des forces nationalistes et d'extrême droite.

Les syndicats de chaque pays européen réunis dans la Confédération Européenne des Syndicats s'opposent à ce traité et appellent, ensemble, à agir le 29 février à la veille du sommet européen pour dire non à l'austérité et exiger des réponses pour l'emploi et la justice sociale.

Le « **Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'union économique et monétaire** » n'amènera que davantage d'austérité et de discipline budgétaire. Il obligera les Etats membres à mener des politiques fiscales préjudiciables. Cela engendrera une **pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail**, un contrôle et des sanctions. Les gouvernements qui ne parviennent pas à se conformer au pacte budgétaire seront traduits devant la Cour de justice européenne, qui pourra imposer des sanctions.

Prosperité pour les plus riches... mesures d'austérité pour les moins favorisés **ça suffit !!**

**Le 29 FÉVRIER, la CGT appelle à une
MANIFESTATION DEPARTEMENTALE INTERPROFESSIONNELLE
Rassemblement 14 h 30 Porte de Paris à LILLE**

La CGT appelle les salariés à la grève pour gagner la participation massive le matin aux initiatives locales, et rejoindre l'après-midi la manifestation départementale à Lille.

J'adhère à la CGT

Nom..... Prénom.....
Entreprise
Adresse personnelle.....
Code Postal..... Ville..... Tél.....

Bulletin à renvoyer à l'Union départementale CGT - Bourse du Travail - Rue Geoffroy St Hilaire 59042 Lille Cedex
Tél. 03 20 62 11 62 Fax 03 20 62 11 60 E-mail : cgtNord@gmail.com